

On s'abonne au bureau
des affaires européennes.

Paris 12, PAR AN.
publié par trimestre et
à l'année.

MESSAGER

Abonnement de l'Europe
à l'étranger à la poste
AU COMPTANT
Frais de port en plus
affaires européennes.

DE TAHITI.

Papeete, le 7 Mars 1858.

PARTIE OFFICIELLE.

du Moniteur du 13 novembre 1857.

NAPOLÉON.

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français.

A tous présents et à venir, salut:

Considérant les services éminents rendus à notre Gouvernement par M. Abbateucci, garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice,
Avons décrété et décrétons ce qui suit:

Art. 1^{er}. Les funérailles de M. Abbateucci, garde des sceaux, ministre de la justice, seront célébrées aux frais du Trésor public.

Art. 2. Notre ministre d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compjgne, le 12 novembre 1857.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

Le ministre d'Etat,

ACHILLE FOULD.

PARTIE NON OFFICIELLE.

Les dépouilles mortelles de S. Exc. M. Abbateucci, garde des sceaux, ministre de la justice, ont été déposées dans une chapelle ardente établie à l'hôtel du ministère de la justice.

Le public y a été admis, le vendredi 13 novembre, de onze heures du matin à quatre heures de l'après-midi.

Douane.

Le Directeur de la Douane a l'honneur de rappeler à M. M. les propriétaires des navires bâchés, barques, etc., navigant sous le pavillon du Protectorat français, les dispositions, clauses de l'Orléans, N^o 129, du 21 Janvier 1818, relatives aux actes de francisation et de congés, en les prévenant que ces dispositions seront ponctuellement suivies désormais:

Art. 9. Avant d'obtenir l'acte de francisation, le propriétaire souscrira et déposera au bureau de la Douane une soumission cautionnée par un tiers, agréée par l'administration, de 50 000 francs, si le bâtiment est au dessous de 200 tonneaux, et de 100 000 francs si le bâtiment est au dessus de 200 tonneaux.

Art. 10. Le propriétaire se soumettra, par le cautionnement dont il est parlé ci-dessus, sous peine de confiscation du montant des sommes énoncées ci-dessus et outre les autres condamnations qui pourront survenir pour les faits de la navigation de son bâtiment:

A reporter les dits actes de francisation et congés au bureau qui les aura délivrés, ou à justifier de leur perte si le bâtiment est pris par l'ennemi, brûlé ou perdu de quelque autre manière, vendue en partie ou en totalité à un étranger, et ce, dans quatre mois, si la perte ou la vente de la totalité ou partie du bâtiment a eu lieu sur les côtes de la Nouvelle-Hollande et d'Amérique.

Art. 13. Le numéro, le nom du port et du propriétaire seront inscrits dans le congé que chacun de ces bâtiments sera tenu de prendre chaque année au bureau de la Douane où il est immatriculé, avant de l'expédier pour son premier voyage, sous peine de 300 francs d'amende, s'il est trouvé navigant sans le dit congé.

Art. 16. Les noms de ces bâtiments et ceux du port auquel ils appartiennent seront inscrits à la poupe en lettres blanches d'un décimètre de hauteur sur un fond noir. Délaisse est faite d'effacer, couvrir ou charger les dits noms, sous peine de 300 francs d'amende solidairement et par corps, contre les propriétaires, consignataires, agents ou capitaines.

Art. 17. Les ventes de navires ou partie de navires seront déléguées par le vendeur et l'acheteur, au bureau de la Douane, qui en fera mention sur le registre servant à l'immatriculation des bâtiments, et qui les inscriera, en outre, aux fins de l'acte de francisation ou du congé si le bâtiment jauge moins de 30 tonneaux.

Art. 18. Lorsque un acte de francisation aura été perdue le propriétaire, en affirmant la sincérité de cette perte, en obtiendra un nouveau, à la charge de fournir cautionnement et de payer les mêmes droits que pour le premier.

Art. 20. Les actes de francisation et congés seront, dans les 24 heures de l'arrivée du bâtiment, déposés au bureau de la Douane et y resteront jusqu'au départ.

Art. 21. Tout propriétaire, de navire qui voudra en changer le nom, sera tenu d'en demander à l'avance l'autorisation au Directeur des Douanes.

En cas de vente, le vendeur ne sera déchargé de la soumission qu'il aura souscrite conformément à l'article 9 que lorsque les mêmes engagements auront été pris par l'acheteur.

Papeete, le 7 Mars 1858.

Le Directeur de la Douane.

ROBERT DE ROUGEMONT.

Faits divers.

Par décret du 5 octobre courant le ministre a décidé qu'une Golette mixte, destinée au service de l'Océanie et dont le plus vient d'être approuvé par le conseil, sera mise en chantier à Brest, et recevra le nom de Colédonienne.

— On lit dans le Journal allemand de Francfort. A l'exception de l'avis russe l'Ordonnance, qui a déjà quitté le Danube pour aller hiverner à Nicolaïev, les bâtiments de guerre qui sont actuellement dans ce fleuve paraissent devoir y rester, même pendant que la navigation y sera interrompue.

Des six corvettes à vapeur que la Russie a le droit, d'après la deuxième annexe du traité de Paris, d'entretenir dans la mer noire, trois sont déjà arrivées à leur destination; les trois autres ont quitté Cronstadt et sont en route pour s'y rendre. Indépendamment de ces navires, la Russie peut également conserver dans cette mer quatre bâtiments légers de 200 tonneaux au plus. On suppose que l'Ordonnance, qui a stationné dans le Danube l'été dernier, fait partie de cette dernière catégorie.

— Le gouvernement russe a fait visiter par des plongeurs anglais le vaisseau de ligne Lefort qui a sombré au mois de septembre. On a trouvé dans l'intérieur du bâtiment 4, 100 cadavres; il n'y avait donc sur le pont que 200 personnes, qui furent enlevées immédiatement par la mer. Les malheureux passagers et matelots s'étaient saisis par le corps les uns les autres, ou se tenaient aux objets fixes du bâtiment. La cloche à plongeur grossissait les objets, l'impression que ces cadavres produisaient sur les plongeurs fut si pénible qu'un d'eux fut incapable de faire son rapport et ne voulut jamais redescendre dans le vaisseau. (Gazette de Hambourg.)

— D'après les derniers avis du Pérou, nous apprenons, dit le Globe, qu'un des complices de l'assassinat de M. S. Sullivan, le ministre anglais à Lima, a été arrêté et placé en lieu sûr. C'est un Equatorien nommé Diaz, fameux brigand et assassin. Il a été positivement reconnu par un des domestiques de M. Sullivan comme l'individu qui se trouvait dans le passage au moment de l'assassinat. Le gouvernement péruvien a le plus grand espoir de s'emparer des autres complices.

Variétés.

La justice au Caire.

Le rang de la partie plaignante et celui de la défense infamant sur la décision de juges, très-accessible à l'appât d'un présent, offert au vain et au multi, qui l'acceptent et le font passer de leurs mains dans celles du cad. Dans les longs procès surtout, c'est la plus forte source d'argent qui fait pencher la balance. Le système de corruption et de subornation de témoins devant les tribunaux et les cadis est également poussé à un degré incroyable dans la capitale. Entre autres exemples, M. Lano en cite un qui lui avait été rapporté par le secrétaire et l'imam du scheik El-Mahdi, alors premier infirm du Caire, auquel le cadis renvoyait, après son jugement, une affaire très-spinasse dont voici la substance:



De passage dans ce résident au Caire mourut, laissant une fortune de 6,000 piastres, et une fille unique son héritière universelle. Le sieur Mahdoud El-Marouché, chef des marchands du Caire, instruit de cette élection, établit un simple fétich, fit convoquer de la maison d'un respectable école, pour qu'il se déclarât fils de son père défunt. L'affaire fut déclinée au cad, et à cause de sa gravité, on convoqua les principaux chefs de la ville, tous déjà subornés ou influencés d'avance par le chef des marchands, de faux témoins furent également gagnés pour prouver en faveur du concierge, et d'autre également en faveur des faux témoins eux-mêmes. 3,000 hommes furent adjugés à la fille du défunt, et l'autre moitié de la fortune à l'impositeur, qui remit cette part au chef des marchands, et se retira pour son faux témoignage qu'il présentait de 300 piastres.

Le chef des moulins, El-Mahdi, était absent du Caire quand la cause fut jugée. A son retour, la fille du marchand délut vint le trouver, lui exposa son grief et lui demanda justice. Le mufti, dont convaincu qu'il était du tort qu'elle avait éprouvé et de la vérité de ses assertions, dit à la plaignante qu'il craignait de ne pouvoir faire annuler le jugement, à moins que le procès ne fut entaché de quelque irrégularité, et il lui promit d'en examiner sérieusement toutes les pièces. Après l'avoir fait, il se rendit chez le pacha, qui l'estimait beaucoup pour son savoir et son inflexible intégrité. « Le tribunal du cad, lui dit-il, vient de se déshonorer par la plus flagrante injustice. Un faux témoignage avéré a été admis par les ulémas, et, au jugement, a été rendu en mon absence par le quel deux héritiers légitimes ont été dépouillés de ses biens. Ce jugement a excité l'étonnement et a soulevé l'indignation de toute la ville. » Le pacha fit convoquer aussitôt le cad et tous les ulémas qui avaient jugé dans cette cause, pour être confrontés avec le mufti de la citadelle. Quand ils furent assemblés, il annonça le grief et la plainte du cad des moulins comme s'il venait de lui-même. Le cad, affectant comme les ulémas une vive indignation du crime dont les accusait, demanda sur quel chef les charges étaient appuyées. « Sur celui d'avoir admis, répondit le pacha, la déclaration de la prétention d'un *bowab*, concierge, à une parenté et à un héritage sur lesquels il n'avait aucun droit, et votre crime est d'avoir reçu cette déclaration et cette prétention, que vous ne pouvez en conscience croire fondées. — Je n'ai rendu mon jugement, répliqua le cad, qu'après l'unanimité des ulémas alors présents. — Qu'on lise le procès-verbal, » reprit le pacha. Après la lecture du procès-verbal et des minutes, le cad, d'un ton d'autorité emphatique, s'écria : « Oui j'ai jugé ainsi ! — Et ton jugement est faux ! » répliqua le chef des moulins d'une voix encore plus élevée.

Pendant ce temps, le public promenait tour à tour des regards de stupeur sur le mufti, sur le pacha et sur les ulémas. Ces derniers et le cad se virent les bords en la rouissant entre leurs doigts. « O sieur Mahdi interrompit le chef des marchands du Caire, le suborneur, respecte les ulémas comme ils te respectent. — O Marouché s'écria le mufti, es-tu mêlé à cette affaire ? Avoue la part que tu y as prise, ou tais-toi. » L'impositeur se retira en silence, car il pressentait l'issue du procès. Le mufti fut alors requis par les ulémas de produire une preuve du vice de leur jugement. Tirant donc de son sein un petit livre sur les lois de succession, il lut ces lignes du texte : « Pour établir ses prétentions à une parenté et à un héritage, il faut constater les noms du père et de la mère du prétendant, et des aïeul et aïeule paternels et maternels. » Or ces noms du prétendu père du *bowab*, et les autres prescrits par la loi, les faux témoins n'étaient point en mesure de les donner, et le défaut de cette formalité dans le jugement, sur laquelle les ulémas avaient passé avec l'infatigable, le fit casser et annuler. Le *bowab* fut amené devant le conseil, il nia d'abord l'imposture dont il avait été fait le principal instrument. La *baïonnette* lui ayant donc été appliquée, le seul aveu que lui arracha la torture fut qu'il n'avait reçu sur les 3,000 piastres que la somme de 300 piastres. Le chef des marchands, pendant ce temps-là s'était rendu chez le maître du concierge, lui rappela ce qui s'était

passé à la citadelle, lui remit entre les mains les 3,000 piastres, et le renvoya avec cette somme devant le conseil pour expliquer aux juges comment ces 3,000 piastres se trouvaient en sa possession et lui avaient été confiés par son domestique en vertu d'un *idol-commiss*. Ce fait ainsi que fut opérée la restitution d'un argent extorqué par la fraude et l'imposture, et que la fille du déshonneur dans la totalité de sa succession.

Greffes du tribunal criminel des îles de la Société.

Par jugement du 27 février 1858, le tribunal criminel acquitte le nommé Dryden Thomas, de l'accusation dirigée contre lui, de vol d'argent avec effraction intérieure commise dans la nuit du 11 au 12 Mars 1856, à bord de la golette du protectorat français *Ravai*, au préjudice du sieur Lemoine.

Pour extrait conforme :
Vu : Le Président, B. Perrand.
Le Greffier, V. Dupuis.

BÂTIMENTS SUR RADE.

3 Janvier. Golette coloniale *de Géographie*, commandée par M. Cailliet, enseignes de vaisseau.
26 Golette coloniale *Papete*, commandée par M. Lian, quartier-Maire.
14 Mars Golette Coloniale *Kamohemeha*, commandée par M. Rosenzweig, lieutenant de vaisseau.

EN COURSE.

3 Janvier. Golette du Protectorat *Julia*, cap. Hulin.
12 id. Américaine *Caroline E-Post*, cap. Worth.
14, Bâlemin François Nil, cap. de Grasse.
27 Golette du protectorat *Calina*, cap. Bailey.
28 id. Américaine *Louis-Perry*, cap. Turner.
14 Mars Brig du Protectorat *Caroline-Hort*, cap. Billing.
2 Bâlemin Français *General-Tette*, cap. Le Mercier.
4 Côte du Protectorat *Alma*, cap. Le Maire.
3 Golette id. *Ternimaru*, cap. Teharare.
5 Golette de Raïatea *Mary*, cap. Tova.

Mouvements du port de Papeete du samedi 6 Mars 1858.

ENTRÉS.

27 lev. Golette du Protectorat *Calina*, cap. Bailey : 28 hommes d'équipage, — 3 passagers, — venant des îles sous le vent, en 13 jours, — 28 ton. d'huile.
28 Golette Américaine *Louis-Perry*, cap. Turner : 130 ton. 8 hommes d'équipage, — 3 passagers, — venant de San-Francisco en 33 jours, Assortiment.
14 Mars — Golette coloniale *Kamohemeha*, commandée par M. Rosenzweig, lieutenant de Vaisseau venant de Nukuia.
14 Mars — Brig du Protectorat *Caroline-Hort*, cap. Billing, 257 ton. 13 hommes d'équipage, 12 passagers, venant de Valparaiso en 38 jours — Assortiment.
2 Mars — Bâlemin Français *General-Tette*, cap. Le Mercier, 559 ton. 40 hommes d'équipage, venant de la pêche, 800 barils d'huile.
4 Côte du protectorat *Alma*, cap. Le Maire 12 ton. 2 hommes d'équipage, 1 passager, venant de Moorea en 1 jour à Bèze à corne.
5 Golette du Protectorat *Ternimaru*, cap. Teharare 7 tonnes, 2 hommes d'équipage, venant des Pomotou en 2 jours 5 ton. de sucre — 3 barils d'huile de coco.
5 Golette de Raïatea *Mary*, cap. Tova — 10 ton. 3 hommes d'équipage, 1 passager, venant de Raïatea en 2 jours — 3 Barriques d'huile de cocos Provisions.
30 ATIS.
27 Fer — Golette du Protectorat *Alma* cap. pour les Pomotou.
2 Mars Côte du Protectorat *Alma* cap. le Maire pour Moorea.
2 Golette de Raïatea *Good-Returns*, cap. Holman, pour Raïatea.
3 — Golette de protectorat *Mary*, cap. Bennett pour Raïatea.
AVIS.
S. P. Hoves, informe le public de Tahiti qu'il continue encore pendant une semaine, avant son retour en Californie, à tirer des portraits ambrotypes.
NOTICE.
S. P. Hoves informe le public de Tahiti que he will continue taking ambrotype portraits for one week more prior to his return to California.
L'imprimeur Gerant J. FAURE

OBSERVATIONS METEOROLOGIQUES du 27 Février au 6 Mars 1858.

| DATES | HAUTEUR BAROMETRIQUE. | | TEMPERATURE. | | | Moyenne de 6 h. du mat. à 6 h. du soir. | Tension moyenne de la vapeur. | Humidité relat. en centièmes. | Quantité de pluie tombée. | Vents dominants pendant le jour. |
|-----------------------|-----------------------|---------------------|--------------|---------|---------|---|-------------------------------|-------------------------------|---------------------------|----------------------------------|
| | hauteur moyenne | oscillation diurne. | Minima. | Maxima. | Moyenne | | | | | |
| S. 27 | 758.59 | 000.7 | 22.1 | 31.3 | 26.85 | 26.17 | 20.53 | 77.2 | | E |
| D. 28 | 758.47 | 001.7 | 22.6 | 30.7 | 26.65 | 26.62 | 20.12 | 74.6 | | E |
| L. 1 ^{re} M. | 757.45 | 002.5 | 23.3 | 30.8 | 27.05 | 27.02 | 21.49 | 78.1 | | E |
| M. 2 | 757.15 | 000.9 | 21.2 | 29.2 | 26.20 | 26.87 | 21.99 | 83.6 | 0.024 | E |
| M. 3 | 758.35 | 001.0 | 23.0 | 29.9 | 26.45 | 25.92 | 20.39 | 78.0 | | E |
| J. 4 | 757.72 | 000.8 | 23.3 | 28.8 | 26.00 | 25.76 | 19.63 | 76.8 | | O |
| V. 5 | 756.90 | 004.1 | 23.4 | 29.0 | 26.20 | 26.15 | 21.45 | 81.4 | 0.0044 | E |